



HAL
open science

Geopolitics of austerity - Changes in the political space and strengthening of the divides in the United Kingdom since the 2008 crisis

Mark Bailoni

► To cite this version:

Mark Bailoni. Geopolitics of austerity - Changes in the political space and strengthening of the divides in the United Kingdom since the 2008 crisis. *L'Espace Politique*, 2018, 34, 10.4000/espace-politique.4555 . halshs-02872193

HAL Id: halshs-02872193

<https://shs.hal.science/halshs-02872193>

Submitted on 24 Nov 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



L'Espace Politique

Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique

34 | 2018-1

Crises et mutations contemporaines : approches géopolitiques et géoéconomiques + Varia

Géopolitique de l'austérité - Mutations de l'espace politique et renforcement des clivages au Royaume-Uni depuis la crise de 2008

Geopolitics of austerity - Changes in the political space and strengthening of the divides in the United Kingdom since the 2008 crisis

Mark Bailoni



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/4555>

DOI : 10.4000/espacepolitique.4555

ISSN : 1958-5500

Éditeur

Université de Reims Champagne-Ardenne

Ce document vous est offert par Université de Lorraine



Référence électronique

Mark Bailoni, « Géopolitique de l'austérité - Mutations de l'espace politique et renforcement des clivages au Royaume-Uni depuis la crise de 2008 », *L'Espace Politique* [En ligne], 34 | 2018-1, mis en ligne le 22 juin 2018, consulté le 24 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/4555> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.4555>

Ce document a été généré automatiquement le 24 novembre 2020.



Les contenus de *L'Espace politique* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

Géopolitique de l'austérité - Mutations de l'espace politique et renforcement des clivages au Royaume-Uni depuis la crise de 2008

Geopolitics of austerity - Changes in the political space and strengthening of the divides in the United Kingdom since the 2008 crisis

Mark Bailoni

- 1 La crise économique de 2008 a eu des conséquences profondes au Royaume-Uni. Économiquement, le pays a beaucoup souffert d'une crise d'abord financière, alors que les activités liées à la finance contribuent très largement à la production de richesse (11% du PIB en 2016). Le gouvernement a dû intervenir pour secourir certaines banques en grandes difficultés à la fin des années 2000, faisant considérablement augmenter la dette nationale, qui est de l'ordre de 90% du PIB annuel en 2017, légèrement moins que pour la France (95% du PIB). Le PIB national a lui-même nettement chuté en 2008-2009, pour ne retrouver son niveau de 2007 qu'en 2013, plongeant le pays dans la récession. Les conséquences sociales ont également été très sévères avec une forte hausse du chômage, dont le taux est passé de 5,2% début 2008 à 8% mi-2009 (selon l'OIT), et une aggravation des inégalités selon les différents indicateurs disponibles (Fée, Kober-Smith, 2017).
- 2 Cependant, ces conséquences économiques et sociales n'ont rien d'exceptionnel par rapport à d'autres États d'Europe de l'Ouest. Elles ont été ainsi beaucoup moins graves qu'en Irlande, qu'au Portugal ou qu'en Espagne. En revanche, à la suite de cette crise de 2008, le Royaume-Uni est confronté à des conséquences politiques et géopolitiques très particulières, qui le déstabilisent et contribuent à remettre en cause ses équilibres institutionnels et même son unité. Si les fondements de ces questions géopolitiques sont antérieurs à la crise, la situation politique, économique et sociale du pays depuis 2008, et donc les conséquences de cette crise, ont largement contribué à faire évoluer leurs enjeux et leurs dynamiques.

- 3 En effet, plus que la crise elle-même, ce sont les mesures politiques prises pour répondre à la crise qui ont provoqué des conséquences géopolitiques au Royaume-Uni. Arrivé au pouvoir en 2010 et marquant ainsi une alternance politique après treize ans de majorité travailliste, le gouvernement Cameron a mis en place une politique d'austérité budgétaire stricte, avec des coupes massives dans les dépenses publiques. Il a également réformé le droit du travail pour lutter contre le chômage, instaurant notamment le contrat à zéro heure, sans temps de travail minimum garanti pour le salarié.
- 4 Cette politique d'austérité a été massivement rejetée par une grande partie de la population britannique et par certains acteurs politiques, renforçant des clivages anciens, provoquant ou contribuant à de véritables bouleversements géopolitiques. Le rejet de l'austérité a en effet eu des conséquences électorales très importantes, avec l'émergence d'un vote protestataire à droite comme à gauche. L'austérité, les questions économiques et la politique sociale ont aussi été des thématiques centrales des campagnes de deux référendums majeurs, celui sur l'indépendance écossaise de septembre 2014 et celui sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne (UE) de juin 2016. La crise économique et les décisions politiques du gouvernement Cameron ont également provoqué des rapports de force politiques entre des territoires ou des niveaux de pouvoir. Elles ont entraîné réactions politiques et identitaires de certains acteurs géopolitiques et de certaines parties de la population britannique.
- 5 Ces conséquences apparaissent toutes comme interdépendantes et liées les unes aux autres. Elles ont toutes une dimension spatiale et constituent des enjeux fondamentaux à plusieurs échelles, des enjeux sociaux locaux au positionnement international et européen du pays, en passant par les relations entre les différentes composantes nationales d'un État multi-nations. Les conséquences de l'austérité sont donc foncièrement géopolitiques. Le Royaume-Uni est ainsi confronté à une véritable géopolitique de l'austérité.
- 6 Cet article propose alors d'analyser les différents enjeux de cette géopolitique de l'austérité. Il s'appuie sur une analyse critique des discours, des revendications et des représentations géopolitiques. Cette analyse se fonde essentiellement sur la littérature scientifique, sur une veille médiatique et sur un travail de terrain donnant lieu à une série d'entretiens ciblés avec des acteurs clé ou bien informés (universitaires, journalistes, élus locaux, acteurs publics).

Les votes protestataires : une nouvelle donne électorale post-austérité

La révolte de « l'Angleterre périphérique » ?

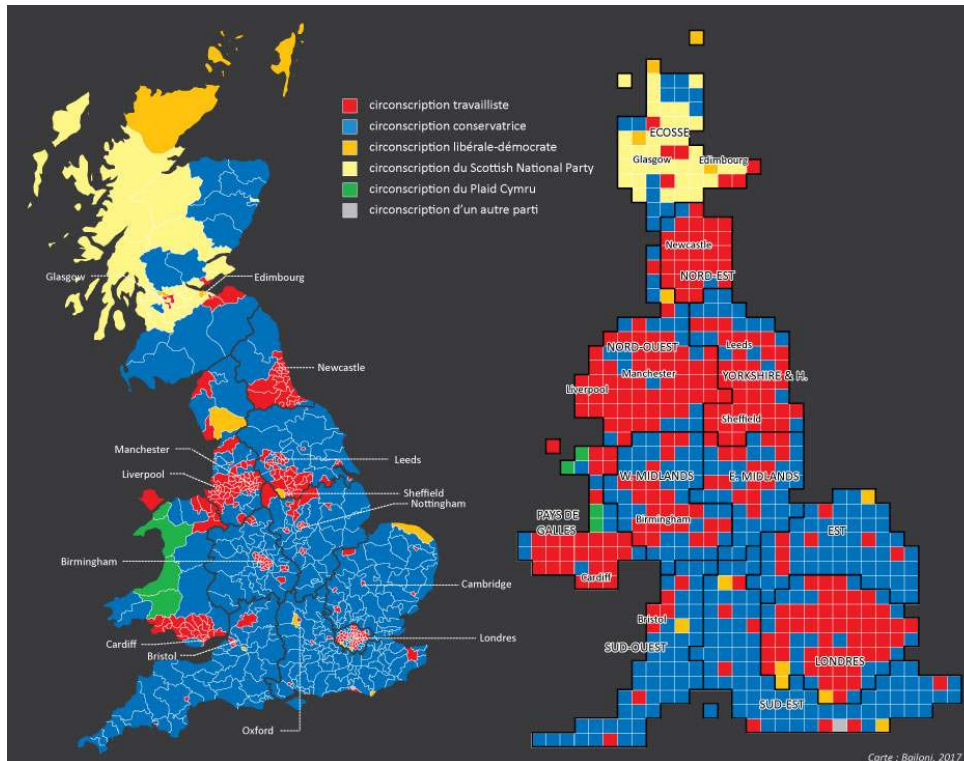
- 7 L'analyse géographique et géopolitique des résultats des élections et référendums organisés depuis la fin des années 2000 montre l'émergence de votes protestataires au Royaume-Uni. Largement commentés sur la scène politique, médiatique et intellectuelle britannique, ces résultats sont souvent analysés comme les révélateurs de fractures profondes dans le pays. En plus des clivages entre nations, essentiellement entre les Écossais et les Anglais, il y aurait aussi deux Angleterres : une Angleterre centrale, prospère et ancrée dans la mondialisation et une Angleterre marginalisée et « périphérique » - la formule d'« Angleterre périphérique » ayant d'ailleurs été reprise

par Christophe Guilluy lui-même pour décrire celle qui a voté pour le Brexit (*Le Monde*, 26 avril 2017).

- 8 Cette distinction est finalement très ancienne, Benjamin Disraeli évoquait déjà les deux nations¹ anglaises au milieu du XIXe siècle, période de profonde recomposition de l'espace productif et urbain (Scott, 2007). Traduite spatialement par la notion de clivage Nord/Sud, cette fracture, et plus généralement la question des disparités spatiales et des inégalités sociales, ont été amplement étudiées par des travaux universitaires, notamment en géographie et en économie. Cette image du clivage Nord/Sud a été largement exploitée dans les discours politiques, surtout à partir des années 1980, au moment où les politiques de Margaret Thatcher provoquaient de forts ressentiments dans les vieux territoires industriels et miniers du Nord (Martin, Rowthorn, 1986 ; Martin, 1988 ; Green, 1988 ; Garside, Hebbert, 1989 ; Lewis, Townsend, 1989 ; Taylor, 1993 ; Mohan, 1999 ; Pattie, 2000 ; Scott, 2007). La référence au clivage Nord/Sud et la question de son aggravation ont ainsi été largement reprises dans les débats sur les conséquences de la crise de 2008 et de la politique d'austérité. Cette image est ainsi devenue une véritable représentation géopolitique, bien qu'elle soit très critiquable et trop simpliste (Bailoni, 2010 ; 2017a).
- 9 Il faut en effet relativiser les enseignements et les schémas d'analyse socio-spatiale parfois trop simplistes qui ressortent d'une carte électorale à l'échelle nationale (Gombin, Rivière, 2012 ; Delpirou, 2017) et qui peuvent amener à des « erreurs écologiques » (Grandclément, 2016). L'analyse de la géographie des votes résultats électoraux reste cependant extrêmement pertinente, en dépassant les clivages disciplinaires (Gombin, Rivière, 2014) et en étudiant à la fois la sociologie des comportements électoraux, les spécificités des territoires, y compris et surtout à l'échelle locale, et la construction des « systèmes géopolitiques locaux » (Giblin, 2012 ; Subra, 2016).
- 10 En effet, si les résultats des élections générales et des référendums sur l'indépendance écossaise ou sur le Brexit ont montré l'émergence depuis la fin des années 2000 d'une certaine défiance des électeurs britanniques vis-à-vis des partis traditionnels et d'une certaine partie de l'élite politique du pays, les motivations de ces votes protestataires sont très nombreuses. Même si la crise économique et la politique d'austérité ont été des éléments clés ou déclencheurs, les fondements de la contestation dépendent des perceptions sociales et identitaires des électeurs, des caractéristiques de leurs territoires comme des histoires politiques et des contextes géopolitiques locaux. Pour comprendre la complexité et la multiplicité de ces votes, il convient de les analyser à des échelles spatiales différentes, en prenant en compte certains territoires locaux clé (Bailoni, 2017b).
- 11 L'émergence de forces politiques radicales, à droite comme à gauche, dénonçant les courants majoritaires des grands partis de gouvernement, constitue une première forme de vote contestataire. Ainsi, le parti travailliste a connu un bouleversement profond de sa ligne politique, avec l'arrivée à sa tête de Jeremy Corbyn en 2015. Issu de l'aile très à gauche du Labour, il a été élu par la base militante et avec le soutien des syndicats, contre les candidats préférés par l'état-major du parti et une grande majorité de ses députés partisans d'une ligne plus centriste en prolongement du blairisme. La popularité du discours alternatif et résolument anti-austérité de Jeremy Corbyn lui a permis d'arriver à la tête du parti et d'opérer une alternance politique interne radicale. Si dans un premier temps, les observateurs politiques et beaucoup de députés de l'aile droite du Labour critiquaient ce repositionnement politique et redoutaient une débâcle électorale, les

résultats des élections générales de juin 2017 (carte 1) ont montré au contraire un regain assez net du vote travailliste par rapport aux élections de mai 2015 et donc la popularité du programme de Corbyn au-delà de la base militante du parti (Bailoni, 2017c).

Carte 1 : Les résultats des élections générales de juin 2017, la pérennité des clivages traditionnels

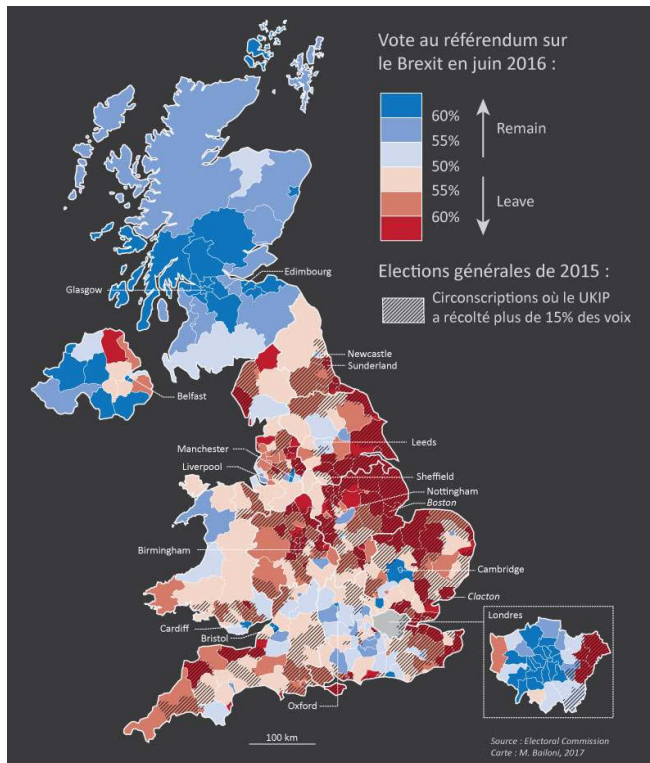


- 12 A droite, le parti conservateur a été déstabilisé par l'émergence du United Kingdom Independence Party (UKIP). Ce parti, créé au début des années 1990 par des dissidents de l'aile droite des conservateurs, défend un programme simple : le départ du Royaume-Uni des institutions européennes, ce qu'il appelle l'indépendance du Royaume-Uni. Autour de son discours originel eurosceptique, il développe deux axes forts au début des années 2000. Il propose d'une part des mesures sociales fortes (suppression des impôts sur le revenu pour les foyers les plus modestes, suppression de l'aide internationale et réinjection de l'argent économisé dans les services de santé du pays, etc.), pour progresser dans un électorat populaire traditionnellement à gauche. D'autre part, le UKIP développe des thématiques anti-immigration, avec des propos parfois clairement xénophobes (Braouezec, 2012). Il dénonce notamment l'arrivée d'Européens de l'Est au Royaume-Uni, dans le cadre de la libre circulation des travailleurs dans l'UE. Le UKIP les accuse de favoriser le dumping social, de prendre le travail des Britanniques et de profiter des aides sociales et des services publics britanniques. Dans son discours, l'UE est responsable des problèmes sociaux et de l'immigration massive que connaîtrait le Royaume-Uni, et les partis politiques classiques sont complices car aux ordres de Bruxelles (Bailoni, 2017c). Assumant un discours populiste (Tournier-Sol, 2015), le UKIP entend défendre ce qu'il estime être les intérêts de la *working-class* blanche, des petits patrons de PME, des artisans et des retraités britanniques.
- 13 Bien qu'issu d'une idéologie économique ultra-libérale, le UKIP dénonce aussi la politique d'austérité, conséquence selon lui des directives européennes et du poids que feraient

peser les immigrés sur l'économie et les services publics britanniques. Ce discours semble avoir séduit de nombreux Britanniques, puisque le vote UKIP a sensiblement progressé. Ce parti est arrivé premier aux élections européennes de 2014, recueillant 27,5% des voix (quasiment 4,4 millions d'électeurs), même s'il ne s'agit pas d'un scrutin totalement représentatif du réel poids politique des partis². Il est surtout passé de 3,1% des votes (920 000 électeurs) aux élections générales de 2010 à 12,6% (3 881 000 électeurs) en 2015 (carte 2). Ces résultats électoraux restent trop modestes pour qu'il puisse gagner de nombreux sièges de députés³, toutefois ils permettent au UKIP d'exercer une influence politique très forte sur les autres partis, notamment le parti conservateur. En effet, si le mode de scrutin, majoritaire à un tour, favorise les grands partis et des comportements de « vote utile », il fragilise également certaines majorités en cas de trop fortes dispersions de l'électorat vers des candidatures alternatives. Ainsi, beaucoup de députés conservateurs ont craint de perdre leur majorité à cause d'une érosion de leur électorat vers le UKIP, poussant l'état-major Tory à concurrencer le parti populiste sur son propre terrain lors de la campagne de 2015. David Cameron a ainsi durci son discours sur l'immigration et a surtout promis l'organisation d'un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE s'il était réélu. Grâce à ses progrès électoraux, le UKIP a réussi à imposer ses thématiques favorites dans le débat politique et à pousser le pays dans la voie du Brexit (Bailoni, 2017c) (carte 2).

- 14 Pour autant, les résultats des élections de juin 2017 montrent que le UKIP a du mal à se renouveler. Il n'a en effet recueilli que 1,8% des voix (594 000 électeurs). Après le référendum, la démission de son leader charismatique Nigel Farage a plongé le parti dans des divisions internes, et surtout, il a perdu sa raison d'être, puisque « l'indépendance du Royaume-Uni » est désormais acquise. En plus de la question du renouvellement politique, le parti a également subi le repositionnement à gauche du Labour, qui progresse de nouveau dans l'électorat populaire.
- 15 En effet, les études sociologiques de l'électorat du UKIP, comme de celui du *leave* au référendum de juin 2016, montrent une surreprésentation de retraités aux pensions modestes, des plus de 45 ans, de personnes avec peu de qualifications et issues de foyers qui gagnent moins de £ 20 000 par an. Les cartes électorales des élections de 2015 et du référendum sur le Brexit (carte 2) montrent d'ailleurs que le UKIP et le *leave* ont fait des très bons résultats dans des territoires confrontés à de graves difficultés économiques, ayant fortement subi les effets de la crise économiques et de la politique d'austérité du gouvernement Cameron (certaines petites villes ou villes moyennes du littoral Est, certaines anciennes villes ou vallées industrielles du Nord anglais et du pays de Galles en marge des grandes villes, certaines localités de banlieue ou péri-urbaines pauvres de l'Est de Londres).

Carte 2 : Le vote UKIP et le vote pro-Brexit : des bases territoriales similaires



- 16 À l'inverse, en Angleterre, le *remain* a réalisé de très bons scores dans territoires qui votent très peu pour le UKIP, essentiellement des espaces urbains centraux où se concentrent les activités de service à haut rendement, liées entre autre à la finance et au commerce international, et les universités (le cœur de Londres, de Manchester, de Cardiff ou de Newcastle, ou les villes universitaires comme Cambridge et Oxford), c'est-à-dire des territoires dont les populations sont moins sensibles aux mesures d'austérité (Goodwin, Heath, 2016 ; Harris, Charlton, 2016 ; Los *et al.* ; Bailoni, 2017b).
- 17 La relation entre le vote pour le UKIP, celui pour le référendum de 2016 et la situation sociale peut ainsi apparaître évidente, et expliquer sociologiquement le vote protestataire. Ce phénomène électoral serait finalement assez commun à toute l'Europe occidentale, où les votes protestataires et populistes progressent grâce à un sentiment de déclassement social et de précarité, une révolte contre les institutions politiques nationales traditionnelles, le rejet de tout ce qui se rapporte à un nouvel ordre économique international, le rejet des institutions européennes ou l'émergence de nouvelles peurs construites sur des amalgames et liées à la question des migrations ou au terrorisme international. Toutes ces thématiques mélangées et caricaturées constituent le fond du discours du UKIP, comme celui de nombreux autres partis populistes européens, qui attisent les inquiétudes pour progresser. Le sentiment de déclassement et d'injustice sociale, voire ethnique, a été renforcé au Royaume-Uni par la politique d'austérité, dont les conséquences ont d'abord touché les plus fragiles, chômeurs, travailleurs précaires ou retraités aux petites pensions. Toutefois, il ne faut pas s'arrêter à cette explication classique et à la simple constatation d'une corrélation entre votes protestataires et précarité sociale.

Des enjeux géopolitiques locaux multiples

- 18 En effet, les résultats du référendum de 2016 montrent que, spatialement, les écarts de votes n'ont pas été très importants, en dehors de quelques zones de force du *leave* ou du *remain*. Certains territoires prospères, comme des espaces périurbains de l'Ouest de Londres ou certains espaces ruraux du centre du pays, ont ainsi largement voté pour le *leave* et le UKIP y a parfois fait des scores significatifs. Ce vote est ici l'expression d'un euroscepticisme ancien et ancré, ou de situations géopolitiques locales particulières liées notamment à la contestation de certains projets d'aménagement (Bailoni, 2017b). À l'inverse, certains territoires marqués par des forts indices de précarité ont largement voté pour le *remain* et le UKIP y a toujours réalisé des scores très faibles. C'est notamment le cas de quartiers péricentraux dans les grandes villes britanniques, et particulièrement des boroughs du centre-est de Londres, où les minorités ethniques sont nettement majoritaires⁴. Si le UKIP a réalisé de très bons scores dans des territoires pauvres, ce sont des territoires où les minorités ethniques sont très peu représentées. C'est notamment le cas de Clacton⁵ (carte 2), où le seul député UKIP a été élu en 2015, et d'autres localités de l'estuaire de la Tamise ou du littoral Est au profil social comparable⁶. Le British National Party (BNP), parti d'extrême-droite, avait d'ailleurs réalisé des percées électorales significatives dans certains de ces territoires au cours des années 2000 (Bowyer, 2008 ; Braouezec, 2012), avant que le UKIP ne récupère une majorité de ses électeurs.
- 19 L'exemple de Boston (carte 2), petite ville du Lincolnshire à l'Est de l'Angleterre, montre cependant que les rapports inter-communautaires peuvent jouer un rôle très important dans le vote protestataire. Le *leave* y a réalisé son meilleur résultat de tout le pays, avec 75,6 %. Le UKIP a également fait un score important aux élections de 2015, puisque si son candidat n'a pas été élu, il a reçu 33,8% des voix, 24,3 points de mieux qu'en 2010. C'est une circonscription clé pour le parti, puisque pour les élections de 2017, c'est Paul Nuttall, alors leader du UKIP, qui s'est présenté à Boston après un parachutage stratégique⁷. Dans un contexte de débâcle nationale pour le UKIP, il n'a reçu que 7,7% des voix. Sans être particulièrement prospère, Boston ne souffre pas de problèmes sociaux particuliers et son taux de chômage est inférieur aux moyennes régionale et nationale. Toutefois, le recensement de 2011 a montré que 10,6 % de sa population (6 800 personnes) est née dans un pays d'Europe de l'Est. C'est le taux le plus important de tout le Royaume-Uni, ce qui signifie que le district qui a le plus voté pour le *leave* au référendum de 2016, est aussi celui où la proportion d'Européens de l'Est est la plus importante. De plus, ces Européens de l'Est sont arrivés très récemment, puisque leur nombre était infime lors du précédent recensement de 2001. Ils sont essentiellement venus pour travailler dans les exploitations agricoles ou les entreprises agro-alimentaires de la ville et de ses environs. Ce territoire a ainsi été déstabilisé par un bouleversement démographique très rapide (Bailoni, 2017b). Plus que la proportion d'immigrés ou de minorités ethniques, ce sont les changements dans la composition ethnique ou communautaire de la population et leur rapidité qui favorisent ce type de vote protestataire (Kaufmann, 2017). D'après une étude du think-tank Policy Exchange de 2016, Boston est la localité anglaise la moins intégrée du pays et où les indices de ségrégations inter-communautaires sont particulièrement forts (Goodhart, Norrie, 2016). Le contexte démographique et géopolitique local de Boston constitue un terreau très favorable pour les discours populistes tenus par les dirigeants du UKIP ou de la campagne du *leave*, qui ont beaucoup joué sur la nostalgie d'un

Royaume-Uni qui n'existerait plus, victime de l'immigration, de la mondialisation et des directives européennes.

- 20 L'analyse de la géographie électorale montre que les territoires qui ont le plus voté pour le *leave* sont finalement ceux qui bénéficient le plus de la présence du Royaume-Uni dans l'UE, car ils ont profité ou profitent encore largement des aides européennes, ou parce que leur économie est fortement dépendante des marchés européens (Los *et al.*, 2017). Cette analyse va à l'encontre de ce que les leaders de la campagne du *leave* affirmaient : les principaux bénéficiaires de l'adhésion du Royaume-Uni à l'UE ne sont pas les « élites métropolitaines », mais des territoires ruraux/agricoles, comme Boston, ou des territoires encore industrialisés, comme certaines localités du Nord où sont implantées des firmes étrangères, dont les activités sont profondément liées à la présence du pays dans le marché commun.
- 21 Depuis la crise économique et les mesures d'austérité du gouvernement Cameron, différents scrutins ont montré une augmentation très nette de votes contestataires contre les grands partis et les courants politiques majoritaires. Certaines formations, parfois idéologiquement très éloignées les unes des autres, ont construit leur discours sur la dénonciation de l'austérité ou, pour certaines, sur les inquiétudes de Britanniques, notamment les plus précaires, soucieux de leurs services publics, des aides sociales ou de l'emploi, tout en jouant sur certains ressorts identitaires. Si le vote pour le UKIP ou pour le *leave* révèle en partie une géographie de la pauvreté, il révèle surtout une géographie de la contestation et du mécontentement. Il s'agit bien d'un phénomène géopolitique, qui tend à attiser les tensions dans certains territoires locaux, à renforcer les ressentiments et la défiance vis-à-vis du pouvoir central, voire à remettre en question certains fondements institutionnels du Royaume-Uni.

Des territoires en résistance contre l'austérité

En Écosse, le nationalisme en réponse à l'austérité ?

- 22 Depuis la fin des années 2000, la cause indépendantiste semble avoir progressé en Écosse, comme le montrent deux faits majeurs. D'une part, au référendum du 18 septembre 2014 sur l'indépendance de l'Écosse, le non l'a emporté à 55%, un score jugé étonnant compte tenu des enquêtes d'opinion menées depuis plusieurs décennies où seulement 30 à 35% des personnes interrogées soutenaient l'indépendance. Les dernières semaines de la campagne référendaire ont d'ailleurs été assez incertaines sur l'issue du vote, à tel point que les partis unionistes – dont les conservateurs et les travaillistes – ont dû promettre le renforcement de la dévolution et donc de l'autonomie écossaise, cédant à un certain nombre de revendications historiques des nationalistes écossais (Camp-Pietrain, 2014 ; Bailoni, 2014a). D'autre part, le Scottish National Party (SNP), qui est la première force politique du Parlement d'Édimbourg et dirige les institutions autonomes écossaises depuis 2007⁸, a remporté les élections suivantes, progressant même aux élections générales. Malgré l'échec – relatif – du référendum, les nationalistes restent de loin le premier parti écossais, signe que ce référendum n'a pas définitivement répondu à la question écossaise.
- 23 Aux élections générales de 2015, le SNP a même remporté 56 des 59 sièges de députés écossais aux Communes. Ce résultat est remarquable à la fois par son ampleur et par l'évolution du comportement électoral des Écossais. En effet, jusque-là, si le SNP semblait

convaincre une majorité d'Écossais pour gérer les institutions autonomes et donc les affaires courantes écossaises, il apparaissait moins convaincant pour défendre l'Écosse à Westminster : beaucoup de ses électeurs craignaient qu'il soit inaudible aux Communes et qu'il favorise l'arrivée au pouvoir des conservateurs, lui préférant alors le parti travailliste. Ces élections de 2015, les premières organisées après le référendum, marquent donc un tournant dans la vie politique écossaise, avec l'effondrement du Labour, qui passe de 41 sièges écossais en 2010 à un seul en 2015. Cette tendance se confirme pour le parti travailliste, puisqu'il n'arrive que troisième aux élections écossaises de 2016 et aux élections générales de 2017, dépassé désormais par le parti conservateur (carte 1). Cette situation est très préoccupante pour le Labour, car ses députés écossais lui ont été plusieurs fois indispensables pour constituer une majorité parlementaire. Les élections de 2017 ont conduit à un rééquilibrage des forces en Écosse, le SNP ne détenant « plus que » 35 sièges, mais le Scottish Labour ne profite que très peu de l'effet Corbyn, alors que les conservateurs progressent en Écosse⁹. Ces résultats en Écosse vont donc à l'encontre des tendances observées en Angleterre et au pays de Galles, comme lors du référendum sur le Brexit. Les électeurs écossais semblent ainsi s'être affranchis de toute réelle logique électorale britannique pour se concentrer sur un vote purement écossais, quelles qu'en soient les conséquences à Westminster.

- 24 Certes, la question écossaise n'est pas née de la situation économique et sociale du Royaume-Uni depuis la crise de 2008, mais ses conséquences politiques ont contribué à renforcer le discours nationaliste et séparatiste, et expliquent en partie cette nouvelle donne électorale. D'une part, le secteur financier écossais a été touché directement par la crise, à tel point que le gouvernement britannique est intervenu pour soutenir la Bank of Scotland et la Royal Bank of Scotland menacées par leurs placements à risques. Cependant, l'exécutif écossais a fortement protesté contre cette intervention de l'État britannique qui a abouti à la quasi-nationalisation de ces deux fleurons bancaires écossais et à l'absorption d'établissements financiers écossais par des groupes britanniques¹⁰. Tout en accusant le gouvernement britannique travailliste d'être responsable de la crise, Alex Salmond, alors *first minister* et leader du SNP, a affirmé qu'une Écosse indépendante aurait mis en place son propre plan de sauvetage, plus favorable aux intérêts écossais, prenant exemple sur l'Irlande et l'Islande (Camp-Piétrain, 2016).
- 25 D'autre part, la situation économique et la politique d'austérité ont été des thématiques majeures des campagnes électorales nationalistes depuis le début des années 2010. Le SNP a en effet su se positionner comme un parti anti-austérité et présenter l'indépendance comme étant la meilleure solution pour se protéger des politiques décidées à Londres. D'ailleurs, les enquêtes d'opinion réalisées à la sortie des urnes des dernières élections générales et écossaises montrent que les chômeurs, les jeunes, les électeurs issus de foyers modestes et les personnes en difficulté sociale sont surreprésentées dans l'électorat du SNP. Ces mêmes catégories de la population ont également voté majoritairement pour l'indépendance de l'Écosse au référendum du 18 septembre 2014. Cette corrélation se retrouve également au niveau des territoires, puisque les cinq municipalités où le oui à l'indépendance a été le plus fort¹¹, se trouvent parmi les sept territoires avec la plus faible espérance de vie de tout le Royaume-Uni. Les indicateurs de santé sont fréquemment utilisés dans le pays, car considérés comme de bons révélateurs de la précarité. La santé est également une question politique très sensible, et symbolique d'un État-providence auquel beaucoup d'Écossais aspirent, comme la campagne référendaire l'a montré.

- 26 Contrairement à d'autres formations nationalistes et régionalistes en Europe, le SNP défend un ligne politique sociale-démocrate et se revendique comme étant le seul véritable défenseur des services publics, de l'État-providence et des intérêts de l'Écosse (Hassan, 2009 ; Lunch, 2013). Si sa finalité est l'indépendance de l'Écosse, il axe son discours sur les questions sociales et économiques, pour montrer à la fois sa différence avec les conservateurs, voire les travaillistes, et pour laisser entrevoir ce que serait, selon lui, une Écosse indépendante avec un État-providence fort et protecteur (McEwen, 2002 ; Kenealy, 2016). Pour financer des services publics gratuits de qualité et le maintien des allocations et des aides sociales dans une Écosse indépendante, le SNP propose d'utiliser les recettes de l'exploitation des richesses naturelles nationales, c'est-à-dire essentiellement des hydrocarbures de la mer du Nord. Pour prévenir les fluctuations de ces retombées liées aux cours mondiaux et le déclin de la production, le parti propose la création d'un fonds d'investissement à la Norvégienne. Ainsi, le SNP a habilement présenté le référendum comme un choix entre une Écosse sociale-démocrate indépendante, sur un modèle scandinave idéalisé, et le maintien dans un Royaume-Uni conservateur et ultra-libéral, régi par des politiques de coupes budgétaires et d'austérité. Les enquêtes d'opinion ont d'ailleurs montré que les questions économiques et sociales ont été les principales motivations des votes, pour le oui (dépenses publiques, sauvegarde du NHS) comme pour le non (monnaie, impôts) (MacWhirter, 2014). En Écosse, le nationalisme renforce donc les clivages politiques sur les questions économiques et sociales, et réciproquement.
- 27 La marginalisation électorale des travaillistes et la progression des conservateurs en Écosse sont les conséquences de ces débats entamés avec le référendum sur l'indépendance, qui opposent désormais les perspectives indépendantistes incarnées par le SNP et l'unionisme porté essentiellement par les conservateurs. D'un côté, le Labour n'a pas su trouver une position claire et lisible dans ces débats, souffrant d'une forme discrédit et d'un manque de renouvellement politique aussi bien au niveau national, qu'en Écosse. Reconstruire un parti travailliste audible en Écosse est l'un des principaux chantiers de Jeremy Corbyn. De l'autre, le Scottish Conservative and Unionist Party, nom officiel de la branche écossaise du parti, bénéficie de la grande popularité de sa dirigeante, Ruth Davidson, jeune femme de 38 ans, dont l'arrivée à la tête des Tories écossais en 2011 a marqué un renouvellement radical. Elle a su s'affranchir de la direction nationale des conservateurs, tout en imposant sa formation comme la seule à véritablement incarner l'unionisme. En lien avec le Brexit et les grandes questions d'orientation économique, l'organisation d'un nouveau référendum d'indépendance a été au cœur du débat des élections générales de 2017 en Écosse, et le résultat en est le reflet. Ce scrutin a ainsi constitué une forme de pré-référendum sur l'indépendance : le recul du SNP et la progression des conservateurs compromet toute nouvelle consultation à terme.
- 28 À la suite de la crise de 2008 et de la mise en place d'une politique d'austérité par le gouvernement Cameron, la question écossaise a pris une nouvelle dimension, soulignant l'importance des enjeux économiques et sociaux dans les perspectives de la nation, entre indépendance, dévolution renforcée et unionisme. Les enjeux de la question écossaise ne concernent toutefois pas uniquement l'Écosse. En effet, les débats sur la place de l'Écosse au sein du Royaume-Uni ont des répercussions dans d'autres territoires du pays, notamment dans le Nord de l'Angleterre. Ces répercussions sont d'autant plus marquées que ces régions se trouvent dans un contexte politique, social et économique défavorable.

Gouvernance de l'austérité et rivalités territoriales

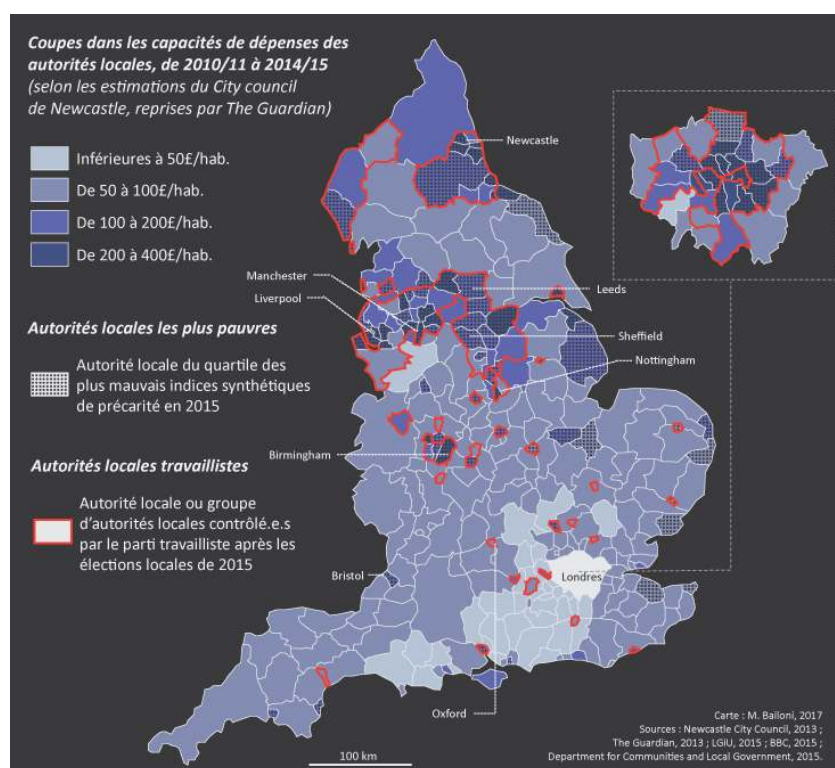
- 29 En effet, les régions du Nord de l'Angleterre, notamment les grandes conurbations et les anciennes vallées industrielles et minières, qui regroupent la grande majorité de la population, présentent des statistiques sociales sensiblement plus mauvaises que la moyenne britannique et que le grand Sud-Est du pays (Bailoni, 2017a). Les effets de la crise de 2008 sont également plus profonds et plus durables dans le Nord que dans les autres régions d'Angleterre (Gardiner *et al.*, 2013 ; ONS, 2014 ; Pike *et al.*, 2016 ; Centre for Cities, 2017), comme lors d'autres épisodes de récession dans les années 1970 et 1980. Des travaux récents de géographie économique montrent que, au Royaume-Uni, ces capacités régionales de résilience dépendent essentiellement de la nature des principaux secteurs d'activités, de l'importance des réseaux de PME, du degré d'investissements étrangers, de la dépendance aux exportations des économies régionales, des capacités des institutions locales de rendre attractifs leurs territoires, mais aussi des caractéristiques du marché de l'emploi, c'est-à-dire à différents éléments qui définissent la « compétitivité » de l'économie régionale (Martin *et al.*, 2016). Les difficultés des régions du Nord à se relever de la crise de 2008, par rapport au Sud, montrent ainsi que leurs économies restent structurellement très fragiles.
- 30 Ces difficultés sociales endémiques de la région ont nourri un discours régionaliste qui s'est développé essentiellement à partir des années 1980, pendant les années Thatcher, quand le gouvernement menait une politique économique de rupture jugée extrêmement brutale dans ces territoires. L'incompréhension et le refus des réformes thatcheriennes et la progression du chômage dans le Nord ont provoqué de très forts ressentiments vis-à-vis du Sud, du gouvernement central et du parti conservateur (Bailoni, 2014b). Un clivage électoral s'est alors renforcé entre un Sud dominé largement par les conservateurs en dehors de Londres, et un Nord très favorable aux travaillistes. Les résultats des élections de 2017 montrent d'ailleurs qu'il reste très prégnant. Élus travaillistes, acteurs économiques et universitaires du Nord ont alors réclamé une décentralisation des pouvoirs et davantage de compétences en matière de politique économique et sociale (Bailoni, 2010). Toutefois, ce régionalisme du Nord répond également à la montée du nationalisme écossais, lui-même en opposition avec le gouvernement central, puis à la mise en place de la dévolution à la fin des années 1990. En effet, l'autonomie écossaise et galloise est perçue comme une menace dans le Nord de l'Angleterre, car selon les élus et les acteurs économiques de la région, Edimbourg et Cardiff disposeraient d'avantages considérables pour attirer des firmes et des investissements, grâce à leurs pouvoirs économiques. Les problèmes économiques suscitent en effet une véritable compétition inter-régionale et même inter-nationale au sein du Royaume-Uni depuis les années 1970, mais à cause de la dévolution, la concurrence serait déloyale et injuste (Raines, 1998 ; McKinnon, Phelps, 2001 ; Pike, 2002). Aux enjeux purement économiques, s'ajoutent des considérations identitaires, opposant Anglais, Écossais et Gallois, ou Anglais du Nord et du Sud.
- 31 Cette inquiétude des élus du Nord de l'Angleterre perdure : beaucoup ont vivement réagi aux promesses des partis unionistes de renforcer la dévolution, pendant la campagne du référendum écossais (Bailoni, 2014a). De même, la signature d'un accord de gouvernement entre le parti conservateur et le Democratic Unionist Party nord-irlandais, après les élections de juin 2017, a été très mal perçue dans le Nord de l'Angleterre, car il

s'accompagne d'une aide exceptionnelle d'un milliard de livres à l'Irlande du Nord, quand rien d'équivalent n'est proposé aux autres territoires britanniques¹². La fragilité économique structurelle et pérenne, l'absence de réelle décentralisation comparable à la dévolution, les sentiments d'injustice face aux avantages accordés aux autres nations britanniques et la dénonciation de l'austérité provoquent un renouveau régionaliste dans le Nord depuis le début des années 2000 (Giovannini, 2016).

- 32 Certes, en 2014, le gouvernement Cameron s'est engagé à aider le Nord et à favoriser son attractivité économique en lançant Northern Powerhouse, un plan pour faire du Nord un moteur économique. Trois axes ont été définis : l'amélioration des connections avec le Sud et surtout entre les grandes villes du Nord, notamment par le développement de lignes à grande vitesse ; le soutien à l'innovation par la création de nouveaux centres de recherche, de pôles d'innovation et d'incubateurs d'entreprises à Manchester, Leeds et Sheffield ; la décentralisation des pouvoirs vers les autorités locales et la mise en place d'autorités politiques fortes (maires élus) à l'échelon des *city-regions*, c'est-à-dire des grandes aires urbaines, s'inspirant du modèle du Grand Londres (HM Government, 2016). L'objectif du gouvernement Cameron est aussi très politique : Northern Powerhouse a aussi été l'un des principaux arguments de campagne du parti conservateur dans le Nord de l'Angleterre pour les élections de 2015 (Bailoni, 2017a).
- 33 Cependant, si Northern Powerhouse reprend des revendications anciennes des élus du Nord, ce plan est jugé trop limité et trop vague. Élus, acteurs économiques ou universitaires du Nord critiquent le manque de moyens engagés par l'État dans ce plan et son caractère finalement très politique. En effet, si un secrétaire d'État chargé de Northern Powerhouse a été nommé dès 2015¹³, aucune structure administrative, ni aucun budget propre n'ont été créés pour sa mise en œuvre. D'ailleurs, certains investissements avaient déjà été prévus et budgétisés avant son lancement et ont juste été labellisés Northern Powerhouse par la suite (Lee, 2017). L'absence de mesure pour l'éducation et la formation dans Northern Powerhouse est également regrettée, alors qu'il s'agit là d'un problème structurel majeur pour l'économie du Nord (Gibbons *et al.*, 2014). Ainsi, Northern Powerhouse apparaît davantage comme une stratégie générale, sorte de feuille de route destinée à l'ensemble des ministères, voire une « estampille » chargée de montrer que le gouvernement et le parti conservateur s'intéressent au Nord, plutôt que comme un programme précis et financé avec des objectifs clairs (Lee, 2017). Ainsi, beaucoup d'élus du Nord estiment que la mise en place de Northern Powerhouse ne peut en aucun cas compenser les coupes budgétaires imposées par le gouvernement Cameron.
- 34 En effet, ces mesures d'austérité ont frappé directement les autorités locales, plus que tout autre niveau de pouvoir. Puisque leurs budgets sont fortement dépendants des subsides de l'État¹⁴, les municipalités ont dû imaginer une gouvernance de l'austérité (Kitson *et al.*, 2011 ; Donald *et al.*, 2014 ; Meegan *et al.*, 2014 ; Newman, 2014 ; Hastings *et al.*, 2015). Ces coupes budgétaires ont été ressenties d'autant plus injustes qu'elles n'ont pas été équivalentes pour toutes les autorités locales, renforçant la défiance face au gouvernement et les désirs d'autonomie politique. En effet, une étude du Conseil de Newcastle, reprise par le *Guardian*, a réévalué l'ensemble des coupes budgétaires à partir des données officielles pour en mesurer l'impact sur les territoires locaux. Ses conclusions montrent que les autorités locales les plus pauvres, majoritairement dans le Nord du pays et/ou dirigées par des travaillistes, sont les plus touchées par ces mesures d'austérité, alors que les territoires prospères du Sud, souvent dirigés par les conservateurs, sont plutôt préservés (Butler, 2013) (carte 3). Un rapport de l'Audit

Commission, organisme indépendant chargé de l'audit du gouvernement local et des services publics locaux, arrive aux mêmes conclusions : « les territoires les plus affectés sont ceux qui sont les plus dépendant des financements de l'État et qui bénéficient traditionnellement le plus de programmes d'aides spécifiques. (...) Les municipalités situées dans les territoires les plus pauvres ont connu une réduction des financements de l'État substantiellement plus importante pour leurs budgets que les municipalités situées dans les territoires les moins pauvres » (Audit Commission, 2012, p.16). Un rapport publié par la Joseph Rowntree Foundation montre que si les aides sociales ont baissé de 14% (£65 par habitant) dans les municipalités les plus pauvres d'Angleterre entre 2010 et 2014, elles ont augmenté de 8% (£28 par habitant) dans les municipalités les plus riches¹⁵ à cause des mécanismes de cette politique d'austérité (Hastings et al., 2015). Les mesures d'austérité ont donc contribué à augmenter les inégalités socio-spatiales en Angleterre, renforçant les ressentiments des populations et des territoires les plus pauvres envers Londres et les décideurs politiques, et donc favorisant un vote protestataire.

Carte 3 : Une corrélation entre fortes coupes budgétaires, municipalité travailliste et pauvreté ?



- 35 Northern Powerhouse apparaît donc insuffisant pour compenser les pertes budgétaires et surtout pour contrebalancer les disparités territoriales avec les régions prospères du Sud. Alors que les dispositifs de mise en œuvre et de financement de ce programme étaient déjà flous, Northern Powerhouse a connu un coup d'arrêt après le référendum sur le Brexit, la démission du Chancelier de l'Echiquier George Osborne – élu du Cheshire, dans le Nord-Ouest, et principal architecte de ce programme – et l'arrivée au pouvoir de Theresa May, moins convaincue de son intérêt que David Cameron et George Osborne. Toutefois, après les élections de juin 2017, Theresa May affirme vouloir relancer Northern Powerhouse, pour lequel un troisième secrétaire d'État a été nommé en deux ans.

- 36 Depuis 2010, les conservateurs au pouvoir poursuivent certaines approches imaginées par leurs prédécesseurs travaillistes pour réformer le gouvernement local en Angleterre, voire décentraliser le pouvoir à l'échelon des grandes aires urbaines, des *city-regions*. Ainsi, les gouvernements Cameron et May encouragent le renforcement des structures politiques entre les municipalités dans les grandes agglomérations (en favorisant la création de *combined authorities*), comme la décentralisation de certaines compétences politiques (en signant des *city deals* avec les conseils locaux), ou comme l'amélioration de la représentativité politique (en poussant à l'élection de maires dans les *combined authorities*). Ces mesures doivent théoriquement permettre d'améliorer l'efficacité de l'action publique et des services publics locaux, et favoriser l'émergence de nouveaux pôles de croissances en dehors de Londres.
- 37 Cette stratégie du localisme basée sur les *city-regions* constitue l'un des piliers de Northern Powerhouse, tout en révélant certaines limites de cette stratégie. En effet, ces réformes de la gouvernance locale ne concernent pas uniquement les grandes villes du Nord¹⁶, et ne favorisent ainsi pas spécifiquement ces régions. Ensuite, il y a une contradiction en terme d'approche spatiale et scalaire : si Northern Powerhouse se veut être une stratégie englobante pour tout le Nord, elle se structure uniquement autour des grandes villes, en matière de gouvernance ou d'investissement dans l'innovation et les transports (Lee, 2017). Ainsi, les grandes villes, voire les villes centres et même plus particulièrement les centres-villes, apparaissent privilégiés par Northern Powerhouse, quand des territoires plus périphériques sont laissés de côté. Pourtant, si les populations des grandes villes souffrent de problèmes sociaux, la situation est plus complexe dans certaines localités en marge des grandes conurbations, dans certaines villes moyennes ou dans certaines anciennes vallées industrielles et minières, qui ne bénéficient pas de l'effet polarisant des grandes villes et de la concentration des emplois les plus qualifiés et les mieux rémunérés. Enfin, alors que l'ampleur des pouvoirs dévolus par les *city deals* et les différents dispositifs de décentralisation reste limitée (Cox, 2016), la signature d'accords ville par ville ne permet pas d'avoir une approche régionale des problèmes du Nord qui serait plus efficace (Tomaney, 2016).
- 38 Certains acteurs locaux estiment même que Northern Powerhouse entretient un climat malsain de compétition entre les grandes villes du Nord, essayant chacune d'arracher le meilleur accord possible avec le gouvernement central (Tomaney, 2016). D'ailleurs, selon des élus du Nord, Manchester serait largement privilégiée par le gouvernement par rapport aux autres grandes villes. C'est là que se concentreraient les principaux investissements et Manchester est systématiquement citée en exemple par les ministres conservateurs. Il est vrai que le contexte géopolitique local permet depuis longtemps un dialogue politique transpartisan très efficace à l'échelle du Grand Manchester, qui lui a permis d'être le laboratoire pour certaines innovations en matière de gouvernance urbaine et d'aménagement du territoire (Deas, 2014 ; Tomaney, McCarthy, 2015). A travers l'approche des *city-regions*, ce serait donc le modèle de Manchester que le gouvernement voudrait reproduire sans tenir compte des spécificités des autres villes.
- 39 Les rivalités sont très vives entre les villes du Nord, parfois au sein même des grandes conurbations. Elles trouveraient leurs racines au moment de l'industrialisation du Nord, aux XVIIIe et XIXe siècles, quand ces villes et leurs industries étaient en compétitions pour conquérir de nouveaux marchés ou maîtriser des innovations (Caunce, 2003). La désindustrialisation et l'apparition des difficultés économiques ont renforcé les rivalités entre les régions, mais également entre les villes du Nord, notamment dans la chasse aux

investissements pour développer de nouveaux secteurs économiques (Phelps, Raines, 2003). Cette mise en concurrence des territoires locaux a d'ailleurs été favorisée par les réformes des gouvernements Thatcher en matière de gouvernance locale et de versement des aides publiques, déjà dans un contexte de récession et de coupes budgétaires (Hall, 2002). Ces rivalités locales sont ainsi attisées par les difficultés économiques et les politiques d'austérité du gouvernement central. L'absence de réelle solidarité entre les villes du Nord complique alors toute reconfiguration des rapports de forces entre les territoires avec l'émergence d'un réel pôle économique et politique dans le Nord, incarnant une forme de contre-pouvoir face à Londres et donc capable de défendre au mieux les intérêts de la région. Les liens économiques et politiques sont ainsi souvent plus forts entre Londres et chacune des grandes villes du Nord, qu'entre ces grandes villes du Nord pourtant beaucoup plus proches.

Conclusion

- 40 La crise de 2008 a certes eu des conséquences économiques et sociales au Royaume-Uni, mais également des conséquences géopolitiques. Les décisions du gouvernement Cameron et la mise en place d'une politique d'austérité ont renforcé des clivages et des rivalités géopolitiques préexistants. Les questions économiques et sociales, comme les références à la politique d'austérité, se retrouvent dans les débats sur les différents enjeux abordés dans cet article : les bouleversements électoraux, l'émergence d'un vote protestataire, la montée du nationalisme écossais, le Brexit, les rivalités locales ou les revendications de décentralisation. Ces enjeux, pourtant très différents, sont interdépendants les uns des autres et influent les uns sur les autres, à la manière d'effets ricochet, même s'ils concernent des territoires également très différents les uns des autres.
- 41 Le Royaume-Uni est ainsi confronté à une géopolitique de l'austérité, système complexe d'enjeux en interaction, entre idéologie politique et économique, avenir des services publics, positionnement international du pays et aspirations identitaires nationalistes/indépendantistes. Dans cette géopolitique de l'austérité, se confrontent également des territoires à différentes échelles, entre niveau de pouvoir ou entre nations au sein d'un État multi-nations. Cette géopolitique de l'austérité révèle les lignes de faille du Royaume-Uni, dont l'équilibre institutionnel et identitaire semble fragilisé. Elle est à l'origine d'une recomposition de l'espace politique britannique, dont l'issue reste incertaine.

BIBLIOGRAPHIE

AUDIT COMMISSION, 2012, *Tough times 2012 – Councils' Financial Health in Challenging Times*, Londres, Audit Commission, 45 p.

BAILONI, M., 2010, « Le Nord de l'Angleterre, l'affirmation d'un territoire politique et identitaire », *Hérodote*, n°137, p.70-92.

- BAILONI, M., 2014a, « Après le référendum écossais, quels enjeux pour le Royaume-Uni ? », Diploweb, <https://www.diploweb.com/Apres-le-referendum-ecossais-quels.html>
- BAILONI, M., 2014b, « Les effets du thatcherisme dans les villes du Nord de l'Angleterre », Métropolitiques, <http://www.metropolitiques.eu/Les-effets-du-thatcherisme-dans.html#nb1>
- BAILONI, M., 2017a, « Inequalities in England: Regional differences and new perspectives on a geopolitical issue », in Fee D., Kober-Smith A., *Inequalities in the UK: New Discourses, Evolutions and Action*, Bingley, Emerald Press.
- BAILONI, M., 2017b, « Comprendre le vote pour le Brexit : de l'utilité d'une analyse territoriale », Hérodote, n°164, p.43-64.
- BAILONI, M., 2017c, « Un an après le référendum sur le Brexit, un Royaume-Uni divisé et fragilisé », Géoconfluences, <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/eclairage/brexit-un-an-apres>
- BOWYER, B., 2008, « Local context and extreme right support in England: the BNP in the 2002 and 2003 local elections », *Electoral Studies*, paper 27, p. 611-620.
- BRAOUEZEC, K., 2012, « L'extrême droite au Royaume-Uni : une réelle imprégnation idéologique dans l'espace politique et public au cours de la dernière décennie », Hérodote, n°144, p.182-204.
- BUTLER, P., 2013, « Council spending cuts: the North loses out to the South », *The Guardian*, 11 janvier 2013.
- CAMP-PIETRAIN, E., 2014, *L'Écosse et la tentation de l'indépendance*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 216 p.
- CAMP-PIETRAIN, E., 2016, « Les effets de la crise économique et financière sur les questions constitutionnelles en Écosse », *Revue Française de Civilisation Britannique*, vol.21, n°2.
- CAUNCE, S.A., 2003, « Northern English industrial towns: rivals or partners? », *Urban History*, vol.30, n°3, p.338-358.
- CENTRE FOR CITIES, 2017, *Cities Outlook 2017*, Londres, Centre for Cities, 71 p.
- COX, E., 2016, « Devolution in England – Is the Genie out of the Lamp? », *The Political Quarterly*, vol.87, n°4.
- DEAS, I., 2014, « The search for territorial fixes in subnational governance: City-regions and the disputed emergence of post-political consensus in Manchester, England », *Urban Studies*, vol.51, n°11, p.2285-2314.
- DELPIROU, A., 2017, « L'élection, la carte et le territoire : le succès en trompe-l'œil de la géographie », Géoconfluences, <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/eclairage/election-geographie-medias>
- DONALD, B., GLASMEIER, A., GRAY, M., LOBAO, L., 2014, « Austerity in the City: economic crisis and urban service decline? », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, vol.7, n°1, p.3-15.
- FÉE, D., KOBER-SMITH, A. (dir.), 2017, *Inequalities in the UK – New Discourses, Evolutions and Actions*, Bingley, Emerald, 392 p.
- GARDINER, B., MARTIN, R., SUNLEY, P., TYLER, P., 2013, « Spatially unbalanced growth in the British economy », *Journal of Economic Geography*, vol.13, n°6, p.889-928.
- GARSDIE, P.L., HEBBERT, M. (dir.), 1989, *British Regionalism 1900-2000*, Londres, Mansell Publishing.

- GIBBONS, S., OVERMAN, H., PELKONEN, P., 2014, « Area disparities in Britain: Understanding the contribution of people vs. place through variance decompositions », *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, vol.76, n°5, p.745-763.
- GIBLIN, B., 2012, « Géopolitique interne et analyse électorale », *Hérodote*, n°146-147, p.71-89.
- GIOVANNINI, A., 2016, « Towards a “New English Regionalism” in the North? The Case of Yorkshire First », *The Political Quarterly*, vol.87, n°4.
- GOMBIN, J., RIVIÈRE J., 2012, « La carte et le sondage », *Métropolitiques*, <http://www.metropolitiques.eu/La-carte-et-le-sondage.html>
- GOMBIN, J., RIVIÈRE J., 2014, « Vers des convergences interdisciplinaires dans le champ des études électorales ? », *L'Espace Politique*, n°23.
- GOODHART, D., NORRIE, R., 2016, *Integration Index*, Londres, Policy Exchange, 20 p.
- GOODWIN, M., HEATH O., 2016, « The 2016 Referendum, Brexit and the Left Behind: An Aggregate-level Analysis of the Result », *The Political Quarterly*, vol. 87, n°3, p.323-332.
- GRANDCLEMENT A., 2016, « Les découpages malheureux de la France périphérique », *Libération*, 26 septembre 2016.
- GREEN, A.E., 1988, « The North-South Divide in Great Britain: An Examination of the Evidence », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol.13, n°2, p.179-198.
- HALL, P., 2002, *Urban and regional planning*, Londres, Routledge, 237 p.
- HARRIS, R., CHARLTON, M., 2016, « Voting Out of the European Union: Exploring the Geography of Leave », *Environment and Planning A*, vol.48, n°11, p.2116-2128.
- HASSAN, G., 2009, *The Modern SNP, from protest to power*, Edimbourg, Edinburgh University Press, 224 p.
- HM GOVERNMENT, 2016, *Northern Powerhouse Strategy*, Londres, HM Government.
- HASTINGS, A., BAILEY, N., BRAMLEY, G., GANNON, M., WATKINS, D., 2014, *The cost of the cuts: The impact on local government and poorer communities*, York, Joseph Rowntree Foundation, 128 p.
- KAUFMANN, E., 2017, « Levels or changes? Ethnic context, immigration and the UK Independence Party vote », *Electoral Studies*, n°48, p.57-69
- KENEALY, D., 2016, « The Economy and the Constitution under the SNP, 2007–2016 », *Scottish Affairs*, vol.25, n°1, p. 8-27.
- KITSON, M., MARTIN, R., TYLER, P., 2011, « The Geographies of Austerity », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, vol.4, n°3, p.289-302.
- LEE, N., 2017, « Powerhouse of cards? Understanding the Northern Powerhouse », *Regional Studies*, vol. 51, n°3, p.478-489
- LEWIS J., TOWNSEND A. (dir.), 1989, *The North South Divide, Regional Change in Britain in the 1980's*, Londres, Paul Chapman Publishing.
- LOS, B., McCANN, P., SPRINGFORD, J., THISSEN, M., 2017, « The Mismatch between local voting and the local economic consequences of Brexit », *Regional Studies*, vol.51, n°5, p.786-799.
- LYNCH, P., 2013, *SNP: The History of the Scottish National Party*, Cardiff, Welsh Academic Press, 320 p.

- McEWEN N., 2002, « State Welfare Nationalism: The Territorial Impact of Welfare State Development in Scotland », *Regional & Federal Studies*, vol. 12, n°1, p.66-90.
- McKINNON, D., PHELPS, N.A., 2001, « Regional governance and foreign direct investment: the dynamics of institutional change in Wales and North-East England », *Geoforum*, n°32, p.255-269.
- McWHIRTER, I., 2014, *Disunited Kingdom. How Westminster Won a Referendum but Lost Scotland*, Glasgow, Cargo, 276 p.
- MARTIN, R., 1988, « The Political Economy of Britain's North-South Divide », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol.13, n°4, p.389-418
- MARTIN, R., ROWTHORN, R., 1986, *The Geography of De-Industrialisation*, Londres, Macmillan.
- MARTIN, R., SUNLEY, P., GARDINER, B., TYLER P., 2016, « How Regions React to Recessions: Resilience and the Role of Economic Structure », *Regional Studies*, Vol.50, n°4, p.561-585.
- MEEGAN, R., KENNETT, P., JONES, G., CROFT, J., 2014, « Global economic crisis, austerity and neoliberal urban governance in England », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, vol.7, n°1, p.137-153.
- MOHAN, J., 1999, *A United Kingdom ? Economic, Social and Political Geographies*, Londres, Arnold Publisher.
- NEWMAN, J., 2014, « Landscapes of Antagonism: Local governance, Neoliberalism and Austerity », *Urban Studies*, vol.51, n°15, p.3290-3305.
- ONS, 2014, *North of England economic indicators*, Londres, ONS.
- PATTIE, C., 2000, « A (Dis)United Kingdom », in Gardiner V., Matthews H. (dir.), 2000, *The Changing Geography of the UK*, Londres, Routledge, p.315-335.
- PHELPS, N.A., RAINES P., 2003, *The New competition for inward investment*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 151 p.
- PIKE, A., 2002, « Post-devolution Blues? Economic Development in the Anglo-Scottish Borders », *Regional Studies*, vol. 36, n°9, p.1067-1082.
- PIKE, A., McKINNON, D., COOMBES, M., CHAMPION, T., BRADLEY, D., CUMBERS, A., ROBSON, L., WYMER, C., 2016, *Uneven growth: tackling city decline*, York/Newcastle, Joseph Rowntree Foundation/Newcastle University, 72 p.
- RAINES, P., 1998, *Regions in competition: Institutional autonomy, inward investment and regional variation in the use of incentives*, Glasgow, European Policies Research Centre, 26 p.
- SCOTT, P., 2007, *Triumph of the South: A Regional History of early Twentieth Century Britain*, Farnham, Ashgate.
- SUBRA, P., 2016, *Géopolitique locale. Territoires, acteurs, conflits*, Paris, Armand Colin, 2016, 336 p.
- TAYLOR, P., 1993, « The Meaning of the North: England's 'Foreign Country' Within », *Political Geography*, vol.12, n°2, p.136-155
- TOMANEY, J., 2016, « Limits of devolution: Localism, economics and post-democracy », *The Political Quarterly*, vol.87, n°4.
- TOMANEY, J., MCCARTHY, A., 2015, « The Manchester model », *Town and Country Planning*, mai 2015, p.233-236.

TOURNIER-SOL, K., 2015, « Reworking the eurosceptic and conservative traditions into a populist narrative: UKIP's winning formula? », *Journal of Common Market Studies*, vol.53, n°1, p.140-156.

NOTES

1. Benjamin Disraeli a en effet publié en 1845 *Sybil or the Two Nations*, roman décrivant les conditions extrêmement difficiles dans lesquelles vivait la classe ouvrière britannique. C'est depuis devenue une référence abondamment mentionnée par des responsables ou commentateurs politiques.
2. Le mode de scrutin proportionnel et la mauvaise perception des enjeux politiques et du poids du Parlement européen favorisent les « petits » partis ou les partis protestataires aux élections européennes. Ils y réalisent souvent des résultats bien meilleurs qu'aux élections nationales, bénéficiant d'un vote « défouloir ». Aux élections européennes de 2009, le UKIP avait récolté 16,6% des votes (2,5 millions d'électeurs), soit un résultat très proche de celui des élections de 2004.
3. Malgré ses 12,6% de voix, le UKIP n'a remporté qu'un seul siège de député lors des élections de 2015, celui de Clacton, siège qu'il contrôlait déjà puisque le député élu sous l'étiquette conservatrice en 2010 l'avait rejoint en 2014.
4. Le Royaume-Uni dispose de statistiques ethniques, issues des recensements. La notion de minorité ethnique regroupe toutes les personnes qui ne se sont pas déclarées « blanches » lors de ces recensements.
5. Selon le recensement de 2011, les minorités ethniques représentent seulement 2,6% de la population de la circonscription de Clacton (contre 14% pour toute l'Angleterre et le pays de Galles). En revanche, la tranche d'âge des 65 ans et plus représente 30,2% de la population, contre 16,6% pour la moyenne nationale.
6. C'est le cas du district de Thanet, dans le Kent, seule autorité locale sous le contrôle du UKIP depuis 2015.
7. Il est en effet originaire de Liverpool et député européen élu dans le Nord-Ouest depuis 2009.
8. Depuis la fin des années 1990, l'Écosse bénéficie d'une autonomie renforcée créée dans le cadre de la dévolution à géométrie variable instaurée par Tony Blair. Un Parlement écossais, compétent pour voter des lois, a été créé, ainsi qu'un exécutif dirigé par un « *First minister* » (le Premier ministre britannique est le « *Prime minister* »). Des élections se tiennent tous les 4 ans. Si le Labour a dirigé les premiers gouvernements autonomes, il a été renversé en 2007 par le Scottish National Party, qui dirige depuis sans discontinuer l'Écosse.
9. Aux élections générales de 2017, le SNP remporte 36,9% des voix (35 sièges), les conservateurs 28,6% (13 sièges), les travaillistes 27,1% (7 sièges) et les libéraux-démocrates 6,8% (4 sièges).
10. Le groupe HBOS (Halifax-Bank of Scotland) a été absorbé par le Lloyds Banking Group, basé à la City, suite à l'intervention de l'État, et la société de crédit immobilier Dunfermline Building Society, interlocuteur privilégié des bailleurs sociaux écossais, a été reprise par l'anglaise Nationwide (Camp-Piétrain, 2016).
11. Ces municipalités sont : Glasgow et Dundee, la première et la quatrième ville écossaise, ainsi que le West Dunbartonshire, le North Lanarkshire et Inverclyde, vieux territoires industriels périphériques de Glasgow.
12. Chroniclelive.co.uk, 28 juin 2017.
13. Ce secrétariat d'État (Parliamentary Under-Secretary of State) dépend du Ministère des communautés et du gouvernement local (Department for Communities and Local Government).
14. En Angleterre, l'État prélève au total 95% des impôts (*The Economist*, 11 avril 2015).
15. Les dépenses vers les autres secteurs (logement, aménagement du territoire, culture, éducation, environnement, fonctionnement) ont baissé dans tous les types de municipalités,

même si les réductions ont systématiquement été plus fortes en valeur par habitant dans les autorités les plus pauvres que dans celles les plus riches.

16. En effet, des combined authorities ont été créées aussi autour de Bristol, de Birmingham et de Cambridge, et des City Deals ont été signés avec des villes de tout le pays, y compris en Écosse et au pays de Galles.

RÉSUMÉS

Suite à la crise de 2008 et aux décisions politiques prises pour y répondre, le Royaume-Uni est confronté à une géopolitique de l'austérité. Certains enjeux interdépendants, parfois préexistants, sont alors renforcés et reconfigurés : émergence d'un vote protestataire, montée des nationalismes et des régionalismes, Brexit, rivalités locales ou revendications de décentralisation. Cette géopolitique de l'austérité révèle les lignes de faille du Royaume-Uni, Etat multi-nations, dont l'équilibre institutionnel et identitaire semble fragilisé. Après une analyse multiscale de la montée des votes protestataires depuis 2008, cet article étudie les stratégies de résistance face à la politique d'austérité dans des territoires spécifiques, notamment l'Écosse et le Nord de l'Angleterre.

The United Kingdom is confronted with a geopolitics of austerity, following the 2008 crisis and governments' policies. Several interdependent issues, sometimes pre-existing, are then strengthened and reconfigured: emergence of a protest vote, rise of nationalisms and regionalisms, Brexit, local rivalries or claims for decentralisation. This geopolitics of austerity reveals the fault lines of the United Kingdom, a multi-nation state, whose institutional stability and unity seems weakened. After a multiscale analysis of the rise of protest votes since 2008, this paper examines the strategies of resistance to the austerity policy in specific territories, especially Scotland and Northern England.

INDEX

Keywords : austerity, inequalities, territorial rivalries, nationalism, Brexit, Northern Powerhouse, Scotland, England, United-Kingdom

Mots-clés : austérité, inégalités, rivalités territoriales, nationalisme, Brexit, Northern Powerhouse, Écosse, Angleterre, Royaume-Uni

AUTEUR

MARK BAILONI

Géographe, maître de conférences
Université de Lorraine / LOTERR (EA7304)
mark.bailoni@univ-lorraine.fr